

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**

### **« Diagnostic des installations de ventilation de la tour Sequoia à la Défense »**

Numéro de la procédure	<i><b>SG-SAD3-044-24</b></i>
------------------------	------------------------------

## Table des matières

1 -	OBJET DE LA CONSULTATION .....	4
2 -	FORME ET ÉTENDUE DU MARCHÉ .....	4
2.1 -	Procédure de passation .....	4
2.2 -	Forme du marché .....	4
2.3 -	Lieu d'exécution .....	4
2.4 -	Durée du marché .....	4
3 -	PIECES CONTRACTUELLES .....	4
4 -	MODALITÉS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD CADRE .....	4
4.1 -	Représentation des parties .....	4
4.1.1 -	Représentation du Client .....	4
4.1.2 -	Représentation du Titulaire pour l'exécution du marché .....	5
4.1.3 -	Réunion de lancement .....	5
4.2 -	Condition d'exécution .....	5
4.2.1 -	Début des prestations et Délai d'exécution .....	5
4.2.2 -	Suivi des opérations .....	5
4.2.3 -	Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance .....	6
4.3 -	Obligation du Titulaire .....	6
4.3.1 -	Obligation de moyens et de résultats .....	6
4.3.2 -	Obligations réglementaires .....	6
4.3.3 -	Obligation d'information et de conseil .....	6
4.3.4 -	Mesures de sécurités .....	6
4.4 -	Obligation du ministère .....	6
4.5 -	Exécution des prestations .....	7
4.5.1 -	Modifications des prestations en cours d'exécution .....	7
4.5.2 -	Considération environnementales .....	7
4.6 -	Traitement de données à caractère personnel .....	7
4.6.1 -	Pour l'exécution du marché .....	7
4.6.2 -	Obligations de confidentialité .....	7
4.7 -	CONTRÔLE DES PRESTATIONS .....	8
4.7.1 -	Opérations de vérification .....	8
4.7.2 -	Décision après vérifications .....	8
4.8 -	Protection de la main d'oeuvre et conditions de travail .....	8
4.8.1 -	Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail .....	8
4.8.2 -	Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers .....	8
4.9 -	Pénalités .....	9
4.9.1 -	Pénalités pour retard .....	9
5 -	REGIME FINANCIER .....	9
5.1 -	Nature, forme et contenu du prix .....	9
5.2 -	Révision du prix .....	9
6 -	MODALITÉS DE RÈGLEMENT .....	9
6.1 -	Avance .....	9
6.2 -	Acomptes et modalités de paiement .....	9
6.3 -	Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s) .....	9
6.4 -	Délai de paiement .....	10

6.5 -	Monnaie .....	10
7 -	FACTURATION .....	10
7.1 -	Mentions obligatoires.....	10
7.2 -	Envoi des factures dématérialisées.....	10
8 -	DISPOSITIONS DIVERSES.....	11
8.1 -	Forme des notifications et des informations – Echanges dématérialisés.....	11
8.2 -	Langue.....	11
8.3 -	Sous-traitance.....	11
8.4 -	Propriété intellectuelle .....	12
8.5 -	Assurances .....	12
8.6 -	Autres obligations administratives .....	12
8.7 -	Défaillance du Titulaire.....	13
8.8 -	Arrêt de l'exécution des prestations.....	13
8.9 -	Résiliation .....	13
8.10 -	Modalités de communications en cas de crise sanitaire .....	14
8.11 -	Prolongation du délai d'exécution des prestations.....	14
8.12 -	Destruction des données.....	14
8.13 -	Litiges et contentieux .....	14

## **1 - OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation a pour objet la réalisation d'un diagnostic et d'une étude de faisabilité sur les installations de ventilation et d'apport d'air neuf, en vue de la densification de la tour Séquoia à la Défense.

## **2 - FORME ET ÉTENDUE DU MARCHÉ**

### **2.1 - Procédure de passation**

La présente consultation est passée en procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1 1° et R.2123-1 1° du code de la commande publique.

### **2.2 - Forme du marché**

Le marché est un marché de prestations de services en application des dispositions de l'article L.1111-4 du code de la commande publique.

Le marché est conclu à prix forfaitaire.

### **2.3 - Lieu d'exécution**

Les prestations ont lieu dans les locaux des ministères situés à la Tour Séquoia à la Défense.

### **2.4 - Durée du marché**

Le marché est conclu pour une période de 6 mois ferme dès la notification du marché.

Le démarrage des missions est notifié par OS.

## **3 - PIÈCES CONTRACTUELLES**

Conformément à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe ;
- Annexe 1 AE : la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF);
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) approuvé par l'arrêté du 30 septembre 2021, non joint.
- L'offre technique du titulaire

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/PI, la notification du marché comprend une copie de l'acte d'engagement.

## **4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD CADRE**

### **4.1 - Représentation des parties**

#### **4.1.1 - Représentation du Client**

Pour l'exécution du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Ministère du Partenariat avec les territoires et de la Décentralisation  
Ministère de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques  
Ministère du Logement et de la Rénovation urbaine  
Secrétariat général (SG)  
Direction des affaires financières (DAF)  
Service achats soutien (SAS)  
Sous-direction de l'environnement de travail et de l'immobilier opérationnel (SETI)  
Département de l'immobilier opérationnel (SETI3)  
Bureau de la gestion technique immobilière (BGTI)  
Arche Paroi Sud  
92055 LA DÉFENSE CEDEX

Le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) est Madame Agnès BOISSONNET.

#### 4.1.2 - Représentation du Titulaire pour l'exécution du marché

Les prestations sont exécutées sous la responsabilité de l'intervenant ou du représentant désigné par le Titulaire. Ce dernier est tenu de notifier immédiatement aux personnes responsables du projet les modifications survenant au cours de l'exécution du marché.

Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le Titulaire doit en aviser immédiatement le client par tout moyen permettant d'attester de façon certaine sa date de réception et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser l'intervenant proposé par le Titulaire. Tout refus est motivé.

Le Titulaire est tenu de proposer un nouvel intervenant dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de la demande de changement. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations. Aucun retard d'exécution ne pourra être admis du fait du remplacement.

#### 4.1.3 - Réunion de lancement

Dans la semaine suivant la notification du marché, une réunion de lancement a lieu dans les locaux du ministère (le lieu et la date sont précisés par le ministère).

### 4.2 - Condition d'exécution

#### 4.2.1 - Début des prestations et Délai d'exécution

La date de démarrage des prestations représentée sous forme de missions, est fixée par un OS.

#### 4.2.2 - Suivi des opérations

Le suivi global des opérations et la coordination de tous les moyens mobilisés dépendent d'une action coordonnée entre le Titulaire et le ministère.

Le Titulaire doit nommer un ou plusieurs chefs de projets pour piloter les différents aspects du marché selon les conditions de l'article 4.1.2 du présent CCAP.

Des réunions de suivi hebdomadaires, concernant les aspects administratifs et techniques du marché, sont organisées dans les locaux du ministère avec le ou les chefs de projets du Titulaire.

Les réunions de suivi sont organisées avec le chef de projet du Titulaire et le ministère. En cas de besoin, le ministère peut demander la tenue de réunions spécifiques.

#### 4.2.3 - Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

Lorsque le co-traitant en charge d'une partie de la réalisation est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut-être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord du ministère.

Le mandataire assure un rôle de coordination permanente des membres du groupement.

Les notifications destinées au Titulaire en exécution du marché sont valablement faites par le ministère dès lors qu'elles sont adressées au mandataire, qui se charge de leur transmission éventuelle aux membres concernés du groupement Titulaire.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure par le client d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

### 4.3 - Obligation du Titulaire

#### 4.3.1 - Obligation de moyens et de résultats

Le marché impose au Titulaire des obligations de résultat et des obligations de moyens.

Les obligations de résultat s'appliquent à l'ensemble des prestations réalisées par le Titulaire au cours du marché.

Le Titulaire garantit les résultats fixés au CCTP et dans ses annexes. Il met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens compatibles avec l'activité de l'établissement qu'il juge utiles pour l'accomplissement de ses missions. Il peut être appelé pour cela à compléter ses équipes et moyens sans contrepartie financière.

Le Titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

#### 4.3.2 - Obligations réglementaires

Le Titulaire est tenu de signaler toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur. Dans tous les cas, le Titulaire doit garantir la sécurité des personnes et des biens.

#### 4.3.3 - Obligation d'information et de conseil

Le Titulaire est tenu de signaler tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Le Titulaire donne tout conseil qu'il juge utile sur l'utilisation des appareils et les améliorations à apporter.

Il formule ses propositions d'interventions (liste de travaux, de fournitures, temps d'intervention et d'indisponibilité, ...) pour celles qui ne sont pas de l'initiative ou de la compétence de son personnel d'exécution, en indiquant les conséquences que pourraient entraîner une décision négative du ministère. Celui-ci décide de la mise en exécution de ces propositions, dans le cadre du marché, ou procède à une consultation pour les interventions ne faisant pas partie du marché.

Le Titulaire signale par écrit au ministère, dès qu'il peut les déceler, les incidents constatés ainsi que les incidents prévisibles sur les équipements ne faisant pas partie de son marché et nuisibles à la réalisation de ce dernier, en indiquant les travaux nécessaires à leur prévention et les conséquences que pourraient entraîner la non-intervention du ministère.

#### 4.3.4 - Mesures de sécurités

Le Titulaire est tenu d'assurer les prestations conformément aux règles de santé et de sécurité au travail. Un plan de Prévention sera établi avec le Maître d'ouvrage avant toute intervention in Situ. Les stipulations de ce document devront être strictement respectées.

### 4.4 - Obligation du ministère

Le ministère s'engage à informer le Titulaire de tout élément susceptible de modifier ou améliorer les conditions de réalisation des prestations.

## 4.5 - Exécution des prestations

### 4.5.1 - Modifications des prestations en cours d'exécution

Pendant l'exécution du marché, le RPA peut prescrire au Titulaire des modifications relatives aux prestations commandées ou accepter les modifications qui lui seraient proposées par le Titulaire.

La décision du RPA est notifiée par écrit au Titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai de 5 jours ouvrés, est réputé l'avoir acceptée.

Toutefois, toute modification des prestations non prévue au marché, notamment si elle entraîne un changement du prix, ne peut être réalisée que par avenant.

### 4.5.2 - Considération environnementales

Le titulaire favorise la dématérialisation pour la mise en œuvre et la communication des livrables.

## 4.6 - Traitement de données à caractère personnel

### 4.6.1 - Pour l'exécution du marché

Le présent article complète l'article 5.2 du CCAG/PI.

En cas de traitement de données à caractère personnel, le Titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur et applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données ou RGPD (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données). Il apporte au client des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Lorsque le Titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit le client de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du client, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance (DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>) qui comprend les dispositions relatives au RGPD.

Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Le Titulaire demeure responsable devant le client de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Le Titulaire informe le client de toute violation de données à caractère personnel, dès qu'il en a connaissance, par courrier électronique [seti.sas.daf.sg@developpement-durable.gouv.fr](mailto:seti.sas.daf.sg@developpement-durable.gouv.fr) et par téléphone. Le Titulaire prend toutes les mesures appropriées pour garantir l'intégrité, la confidentialité, la sauvegarde et la disponibilité des données.

Le Titulaire s'engage ensuite à notifier la violation le plus rapidement possible au délégué à la protection des données (DPD) du client à l'adresse suivante : [dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr](mailto:dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr)

Ces notifications contiennent l'ensemble des informations mentionnées au paragraphe 2 de l'article 33 du RGPD et sont accompagnées de toute documentation utile.

Le Titulaire communique au client, dès la notification du marché public, le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

### 4.6.2 - Obligations de confidentialité

Confidentialité des informations :

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-PI, une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont le client est propriétaire ou Titulaire, et qui est communiquée au Titulaire,

ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec le client. Le Titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peut l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Toutefois, n'est pas considérée confidentielle toute information :

- qui était dans le domaine public au moment de sa divulgation ou que le client aurait lui-même rendue publique pendant l'exécution du marché ;
- signalée comme présentant un caractère non confidentiel et relative aux prestations du marché ;
- qui a été communiquée au Titulaire du marché par un tiers ayant légalement le droit de diffuser cette information, comme le prouvent des documents existant antérieurement à sa divulgation par le client.

## **4.7 - CONTRÔLE DES PRESTATIONS**

### **4.7.1 - Opérations de vérification**

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG-PI.

Dans le cadre de l'exécution des prestations, l'acheteur procède à la vérification quantitative et qualitative des prestations afin de constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

### **4.7.2 - Décision après vérifications**

A l'issue des opérations de vérification l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

## **4.8 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

### **4.8.1 - Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail**

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, le Titulaire est tenu d'appliquer d'office, c'est-à-dire sans qu'il ne soit nécessaire que ces modifications donnent préalablement lieu à la conclusion d'un avenant et sans surcoût aux nouvelles dispositions législatives et/ou réglementaires.

Le Titulaire déclare sur l'honneur que les Prestations prévues dans son offre sont effectuées avec des salariés employés régulièrement, au regard des articles L. 8221-1 et suivants du code du travail.

Le Titulaire produit tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci :

- Les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D.8222-8 du code du travail, conformément aux dispositions de l'article L. 8222-1 du même code,
- Les documents mentionnés aux articles D. 8254-2 et du D. 8254-3 du code du travail, conformément aux dispositions de l'article L. 8254-1 du même code.

### **4.8.2 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le Titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le Titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par le dit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois à compter de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.



La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

## **4.9 - Pénalités**

### **4.9.1 - Pénalités pour retard**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, les pénalités de retard sont calculées comme suit :

- Retard dans l'exécution des missions dont les délais sont précisés à l'article 3.4 du CCTP : 50€ par jour de retard.

## **5 - REGIME FINANCIER**

### **5.1 - Nature, forme et contenu du prix**

Le prix forfaitaire est indiqué dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Le prix forfaitaire des prestations (annexe 1 à l'AE) comprend l'ensemble des coûts afférents à la prestation qu'ils couvrent sans que le Titulaire ne puisse soumettre un quelconque prix annexe au RPA.

Les prix sont réputés comprendre :

- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales, d'assurances ou autres applicables aux prestations ;

Les prix sont calculés taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en sus au taux en vigueur au moment de la réalisation des prestations.

### **5.2 - Révision du prix**

Sans objet

## **6 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

### **6.1 - Avance**

Conformément aux dispositions des R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le titulaire peut toutefois refuser le versement de l'avance. Son refus doit être expressément indiqué à l'acte d'engagement. En l'absence d'indication, l'avance est considérée comme acceptée.

### **6.2 - Acomptes et modalités de paiement**

Le marché pourra être facturé à l'avancement en fonction de la constatation de la réception complète de chaque sous-éléments de mission comme indiqué dans le cadre de décomposition de prix forfaitaire..

### **6.3 - Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)**

Aucun cautionnement ne sera demandé.

Le comptable assignataire des paiements est précisé au 6.2 de l'acte d'engagement.

## 6.4 - Délai de paiement

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article R.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur, et après vérification du service fait sous réserve des conditions suivantes :

- Prestations reconnues conformes en tous points aux engagements ;
- Aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

La date de début du délai est déterminée selon les modalités des articles R. 2192-12 à R. 2192-15 du code de la commande publique susvisé.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du code de la commande publique susvisé.

## 6.5 - Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

# 7 - FACTURATION

## 7.1 - Mentions obligatoires

Le Titulaire établit une facture en précisant les sommes auxquelles il prétend.

Ces factures mentionnent, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Le numéro et la date de notification du marché,
- L'adresse de facturation,
- Le code exécutant suivant : **FAC9450075**
- La dénomination sociale et l'adresse du Titulaire,
- Les références du compte bancaire,
- Le détail des prestations exécutées,
- Le détail de leur prix,
- Le montant total hors taxes,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total toutes taxes comprises,
- Le numéro et la date de la facture,
- L'identification, en cas de facturation électronique, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,

À défaut des mentions obligatoires précitées, la facture est rejetée et le délai de la demande de paiement suspendu, après notification au Titulaire et jusqu'à régularisation des mentions de la facture par le Titulaire du marché.

## 7.2 - Envoi des factures dématérialisées

Toutes les demandes de paiement devront être transmises de manière dématérialisée en se connectant sur le portail « <https://portail.chorus-pro.gouv.fr/> ».

Ce portail permet également d'accéder au kit de communication destinée aux fournisseurs. Celui-ci explique les modalités pratiques de mise en œuvre pour dématérialiser les factures.

En plus des mentions listées ci-dessus, les demandes de paiement doivent mentionner le numéro d'engagement juridique (EJ – n°CHORUS) de référence et le code service exécutant. Le n° EJ est communiqué par la personne publique au moment de la notification du marché.

Cette obligation s'applique tant aux Titulaires qu'aux sous-traitants admis au paiement direct.

## 8 - DISPOSITIONS DIVERSES

### 8.1 - Forme des notifications et des informations – Echanges dématérialisés

Le client notifie au Titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique qui lui sera communiquée après la notification) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent de façon privilégiée par messagerie électronique qui lui sera communiquée après la notification.

### 8.2 - Langue

En application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 telle que modifiée, la langue d'exécution est le français.

Tous les documents, documentations et livrables, tous les courriers remis par le Titulaire sont rédigés en français.

Dans le cas où le Titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### 8.3 - Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite et le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celle-ci.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du client, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>)

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Conformément à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, la demande de sous-traitance effectuée concomitamment au dossier d'offre doit contenir obligatoirement :

- La nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance, et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le soumissionnaire s'appuie ;
- La déclaration du candidat assortie de ses attestations sociales, fiscales et d'assurance, annexe à l'Acte d'engagement si le sous-traitant est présenté avant la notification du marché ou d'un acte spécial de sous-traitance si le sous-traitant est présenté après la notification du marché ;
- Une déclaration attestant que le(s) sous-traitant (s) n'est (ne sont) pas placé(s) dans un cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre 1er du Titre IV du code de la commande publique.

Dans le cas où la déclaration de sous-traitance est présentée après la conclusion du marché, celle-ci doit contenir :

- L'ensemble des éléments susmentionnés ;
- L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance, afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le client doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), le client est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le Titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance au client lorsque ce dernier lui en fait la demande sous quinze (15) jours dès réception de la demande.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par le client.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du client, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>), sous réserve de son acceptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le Titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission au client (contre récépissé ou lettre recommandée).

Le client doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence du client gardé pendant vingt-et-un (21) jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

Les modalités de facturation des prestations sous traitées sont précisées aux articles R 2193-10 à 12 et R 2193-14 à 22 du code de la commande publique.

## **8.4 - Propriété intellectuelle**

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du ministère.

## **8.5 - Assurances**

Le Titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause au client en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire doit justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer à son personnel, aux agents du client ou à des tiers à ses biens, aux biens appartenant au client ou à des tiers.

Le Titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, au client, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Le Titulaire s'engage à informer expressément le client de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le Titulaire.

## **8.6 - Autres obligations administratives**

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au client les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent:

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination;
- A son adresse ou à son siège social;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le Titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées au client.

En cas de manquement, le client ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail sont transmis par le Titulaire ***sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>***

Si le Titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a. L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b. Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le Titulaire fournit, si le client en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

## **8.7 - Défaillance du Titulaire**

Le Titulaire s'engage à assurer, en toute circonstance, les prestations définies au titre du présent marché tant en quantité qu'en qualité.

Dans la mesure où il est reconnu défaillant, le ministère est habilité à prendre toutes les mesures nécessaires pour répondre aux besoins par tout autre biais, aux frais et aux risques du Titulaire, notamment en faisant appel à une autre société compétente afin d'assumer les prestations.

## **8.8 - Arrêt de l'exécution des prestations**

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le Ministère peut décider, au terme de chaque élément de mission, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du marché.

## **8.9 - Résiliation**

Le ministère se réserve la possibilité de résilier le présent marché conformément aux dispositions allant de l'article 37 à l'article 39 du CCAG-PI.

La résiliation intervient par courrier recommandé (voie postale ou électronique) avec accusé de réception deux (2) mois avant la fin de l'année civile de couverture en cours.

En cas de non-respect, par l'une des parties, de ses obligations, l'autre partie pourra, après simple mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dans le mois suivant présentation, résilier de plein droit le marché, sans autres formalités, sans préjudice de tous dommages et intérêts complémentaires.

En cas de résiliation, le Titulaire s'engage

- à maintenir les garanties et les cotisations à leur valeur jusqu'à la date de résiliation effective
- à transférer les données de la population couverte pour reprise par le futur assureur dans le mois suivant la notification de la résiliation

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Titulaire n'a droit à aucune indemnité de résiliation.

## **8.10 - Modalités de communications en cas de crise sanitaire**

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

## **8.11 - Prolongation du délai d'exécution des prestations**

Le ministère prolonge le délai d'exécution dès lors que le Titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

## **8.12 - Destruction des données**

Au terme du marché ou en cas de résiliation, le Titulaire restitue sans délai au ministère une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le Titulaire doit détruire, dans un délai de 4 mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données seront constatées par un procès-verbal daté et signé par le Titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur (instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale, instruction interministérielle N°901 relative aux mesures de protection des systèmes d'information traitant d'informations sensibles non-classifiées de défense de niveau Diffusion Restreinte (DR).

## **8.13 - Litiges et contentieux**

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.